

Singapour : possibilités et difficultés d'ouverture d'un régime autoritaire

Jean-Louis Margolin

Number 17, Winter 1990

Les nouveaux enjeux du politique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040649ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040649ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (print)

1918-6584 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Margolin, J.-L. (1990). Singapour : possibilités et difficultés d'ouverture d'un régime autoritaire. *Politique*, (17), 91–111. <https://doi.org/10.7202/040649ar>

Singapour: possibilités et difficultés d'ouverture d'un régime autoritaire

Jean-Louis Margolin
CNRS, Université de Paris-VII

De tous les «Nouveaux Pays Industriels», Singapour est celui dont les indicateurs économiques paraissent montrer la prospérité la plus grande. Cependant, alors qu'à Taïwan, et plus encore en Corée du Sud, la démocratisation politique a fait de grands progrès, un régime autoritaire trentenaire se maintient sans grande difficulté au pouvoir dans la cité-État. Le cas de Singapour incite donc à s'interroger sur le lien établi couramment entre développement économique, montée des classes moyennes et pression démocratique. Pourquoi celle-ci est-elle si faible dans un territoire qui fut britannique durant 140 ans, qui a connu une vie politique légale ouverte et animée pendant une décennie (1954-1963), et qui se trouve pénétré d'influence anglo-saxonne, plus sans doute que n'importe quel autre point de l'Asie?

Malgré ces apparences, j'estime que Singapour ne démontre pas l'inanité du lien développement-démocratisation. En effet, si l'on scrute sous la surface immobile de la vie politique, on constate une tendance à la désaffection envers le pouvoir politique - très

sensible dans les nouvelles couches moyennes éduquées - et un remplacement significatif de l'ancienne opposition communiste par une contestation essentiellement libérale. Simplement, la cité-État nous invite à insister sur la très grande autonomie des diverses sphères du «sociétal», à ne pas chercher à trop schématiser des complexités irréductibles, à prendre garde aux singularités, même des plus petites nations, bref à analyser concrètement les situations concrètes. C'est à travers une étude synthétique, quoique centrée sur quelques points nodaux, que le «système Singapour» nous découvre sa cohérence d'ensemble, liée à une géographie, à une histoire, à une situation économique et peut-être par-dessus tout à une configuration idéologique très particulières. On s'interrogera enfin sur les diverses voies que peut emprunter la quasi inévitable ouverture démocratique à venir: crise du pouvoir, montée de l'opposition, tensions sociales croissantes, ou même, pressions venues de l'extérieur.

Les raisons de la passivité

Insularité et provincialisme

La *géographie* peut d'abord être mise à contribution. Singapour est un petit pays insulaire, ce qui a des conséquences profondes. Son territoire, plus faible et moins peuplé que celui de nombreuses grandes municipalités, est plus particulièrement un espace à gérer, à «programmer»¹. Espace ouvert, que l'oeil du pouvoir peut physiquement dominer du haut des tours où il réside; espace aussi totalement désenclavé, depuis longtemps largement homogénéisé par les flux d'une croissance urbaine plus lente et plus régulière que celle de presque tout l'ensemble des métropoles du Tiers-Monde, du fait des restrictions progressives à l'immigra-

1. Selon l'heureuse expression de R. de Koninck dans *Géographie universelle*, vol. Asie du Sud-Est, ch. sur Singapour (à paraître à Paris en 1990).

tion chinoise après 1931 (Ooi, 1969, p. 88) et de la fin, en 1965, de la libre circulation avec la Malaisie.

La société y est comme tronquée par rapport à ce qu'on trouve presque partout ailleurs: absence presque totale de campagnes mais aussi très forte concentration autour de quelques grands secteurs économiques (commerce, finance, port, aéroport, électronique, pétrole); plus beaucoup de très pauvres, sinon les 100 000 à 200 000 immigrés², privés de tout droit, qui vivent en quelque sorte dans les interstices de la grande cité, et n'ont accès ni aux logements sociaux ni à l'école.

La faiblesse de la tradition démocratique

Il convient ensuite de faire appel à l'*histoire*. Sur ce plan, Singapour fait montre de moins d'originalité: comme la plupart des pays du Tiers-Monde, son expérience démocratique est des plus réduites. La première élection - avec un électorat étroitement censitaire - ne fut organisée par le colonisateur qu'en 1948. Le suffrage ne devint quasi universel qu'en 1955, les dernières restrictions étant levées en 1957. Jamais le Parti communiste, interdit, ne put participer directement, alors que son électorat (partiellement mesurable en 1963 à partir des voix obtenues par son «prêtenom», le Barisan Sosialis) devait représenter dans les vingt années qui suivirent la guerre au moins le tiers des Singapouriens³. Seules les élections législatives ou municipales de 1955, 1957, 1959 et 1963 peuvent être considérées comme réellement ouvertes et dotées d'un enjeu de pouvoir; seules les trois premières donnèrent lieu à un débat digne de ce nom entre forces politiques à

2. Aucun chiffre sûr n'est disponible, mais cette fourchette renferme la plupart des estimations présentées dans les discours et articles sur le sujet; on peut également la déduire des diverses statistiques.

3. Le BS obtint alors 32,9% des voix, alors même qu'il ne put pratiquement pas faire campagne, et que ses leaders les plus prestigieux étaient déjà emprisonnés (Margolin, 1989, pp. 97-99).

même de s'exprimer librement. Et seul le bref ministère de David Marshall (1955-1956) s'abstint à peu près de recourir à la violence (répression des manifestations et des grèves, détentions administratives) à l'encontre de ses adversaires syndicalistes et politiques. Si l'on ajoute que, face au pouvoir, il y avait surtout un PC clandestin stalino-maoïste, fort peu démocratique lui-même et professant l'anti-colonialisme bien plus que la conquête des libertés, on comprendra qu'une tradition démocratique n'ait guère eu l'occasion de s'ancrer dans la population.

Une prospérité anesthésiante

La dépolitisation des Singapouriens paraît également plus ou moins proportionnelle à la croissance économique de l'île. Le respect dont jouit Lee Kuan Yew est largement lié à sa capacité de faire surgir emplois et biens de consommation. La propagande du pouvoir joue inlassablement de l'opposition binaire: avant = communisme + misère / aujourd'hui = PAP⁴ + prospérité. La dépolitisation, la déculturation ont par ailleurs, comme par un effet de vases communicants, survalorisé la consommation et la réussite individuelle, qui n'ont pas connu de relativisation de leur importance - conséquence majeure, en Occident, des mouvements de 1968.

Une idéologie sur mesure

Ce qu'on peut appeler l'*idéologie* singapourienne - qui, du PAP, s'est diffusée dans la population au point qu'elle représente désormais un élément constitutif majeur de l'identité locale - repose sur trois piliers. Le premier est une sorte de *complexe obsessionnel*, fondé sur la conscience qu'ont les trois quarts des citoyens de constituer un îlot de sinité, coupé et abandonné de la mère-

4. People's Action Party, au pouvoir.

patrie, au milieu de 150 millions de malayo-musulmans plus ou moins hostiles, et au minimum envieux.

Il s'agit pour le pouvoir de ne jamais laisser la population au repos, d'insister toujours sur les périls (intérieurs, régionaux, internationaux; moraux, politiques, économiques) pouvant remettre en cause les acquis des vingt dernières années et replonger Singapour dans la misère du Tiers-Monde. Tout est fragile, il faut «se battre»⁵. Et donc construire une *rugged society*, au moment même où l'Occident se laisse aller au laxisme et à la permissivité. Peu importe que les sombres prédictions soient presque toujours démenties par les faits (ainsi que le chiffre de la croissance prévue est, au vu des résultats, presque systématiquement révisé à la hausse), cette tension permanente correspond trop bien à une part du caractère singapourien. On peut en user et en abuser; c'est le cas du «successeur désigné» de Lee, Goh Chok Tong, en 1986: «Singapour est trop petit pour avoir une classe politique divisée, et trop exposé internationalement pour accepter l'instabilité» (*Economist*, Intelligence Unit, I-86).

Si les Singapouriens se montrent si aisément inquiets pour leur survie, c'est qu'ils sont convaincus d'avoir beaucoup à défendre. Non seulement une évidente prospérité, mais aussi un *mode de vie* - au sens fort du terme - qu'ils ressentent comme supérieur à celui de leurs voisins. Ce *way of life* s'articule autour de la notion extensive de *propreté*, second pilier de l'idéologie dominante. Propreté physique d'abord. Mais le physique n'est que l'emblème du mental: peines extraordinairement sévères pour la drogue, mais aussi pour la plupart des délits, mêmes mineurs⁶; proscription féroce de la violence et de la «pornographie» (qui

5. Les recueils de discours de Lee s'intitulent *Battle for Merger*, *Battle for Malaysian Malaysia* et, dans son intéressant ouvrage (1971), Chang Heng Chee a analysé cette «lutte pour la survie» que les dirigeants singapouriens agitent comme un impératif majeur.

6. Cela explique le nombre élevé de prisonniers dans un pays où l'on se sent très en sécurité. Signalons un autre record probable de Singapour: l'amende pour voyage sans billet dans le nouveau métro est de 1 000\$.

commence au baiser prolongé); plus positivement, chasse à ce fléau asiatique, la corruption.

Les Singapouriens sont également attachés au *multiculturalisme*, troisième pilier idéologique. Il s'agit de prendre en compte l'existence bien distincte de trois ethnies principales tout en affirmant leur égalité de droits et en insistant sur la contribution de chacune à la prospérité et à la culture de Singapour. La cité-État, comme la Suisse qu'elle admire (Margolin, 1989, pp. 232-233), est fière d'être parvenue à un certain équilibre ethnique, sans tensions aussi fortes que, par exemple, en Malaisie.

La prétendue fragilité de Singapour appelle un gouvernement fort; la préservation de son mode de vie nécessite un pouvoir honnête et attentif à tout; le maintien de la coexistence entre ethnies impose des hommes politiques expérimentés, représentatifs de l'élite de chaque groupe. Au total, voilà le portrait robot de l'équipe Lee! Est-il étonnant que, contrôlant totalement les médias, et n'ayant à faire face à aucune opposition intellectuelle sérieuse, le premier ministre ait pendant si longtemps réussi à convaincre ses concitoyens que tant lui que ses prises de position étaient indispensables et irremplaçables?

Un paternalisme confucéen

On ne saurait enfin négliger le fait que Lee Kuan Yew a su se glisser admirablement dans le moule du *grand mandarin confucéen*. Si la référence à Confucius ne se trouve pas dans les gènes des Chinois, on ne saurait négliger le fait que, durant plus de deux mille ans, leur éducation, leur *Weltanschauung* aient été pour une large part ce que prônait le philosophe. Or il est frappant que deux des trois qualités que le premier ministre discerne dans son gouvernement soient celles du bon dirigeant selon maître Kong: l'éducation et l'intelligence. Lee entend faire partager - au besoin en l'imposant - sa norme sociale à ses concitoyens, particulièrement aux plus pauvres et aux plus démunis: «Nous devons éduquer les familles qui ont quitté les bidonvilles de façon à ce qu'elles adoptent de nouveaux modes sociaux de comporte-

ment, sans lesquels la vie ne peut être agréable pour leurs voisins dans ces nouvelles tours»⁷. Il propose encore la formation de comités de résidents qui auraient pour tâche principale la *rééducation*, en particulier des *hawkers* et des ouvriers à domicile. Le but, c'est de créer «un peuple ayant une plus forte sensibilité sociale et appréciant la beauté et les arts».

Dans le système confucéen, un pouvoir est soit bon, et alors il faut le respecter et lui obéir totalement - comme un enfant à son père -, soit mauvais (il a «perdu le mandat du ciel»), et il faut alors le détruire par tous les moyens. Dans l'un ou l'autre cas, il n'y a évidemment pas place pour une opposition: ou elle serait inutile, voire nuisible, ou elle n'aurait qu'une tâche à accomplir, celle de chasser le pouvoir défaillant pour prendre sa place. Le pouvoir doit être tout-puissant ou cesser d'exister.

Quelle que soit la docilité des Singapouriens à accepter d'être traités comme d'éternels enfants, une «confucianisation» trop poussée du système n'est pas sans risque. D'une part, un quart de la population appartient à des traditions fort différentes. D'autre part, les jeunes générations, très attirées par les modes de vie occidentaux et chez lesquelles triomphe la famille conjugale à un ou deux enfants longtemps prônée par le pouvoir, accepteront de plus en plus difficilement d'être morigénées par un vieillard aux concepts moraux du XIXe siècle, qui ne leur accorde d'autre droit que l'étude, le travail et la piété filiale. Ce ne sont pas les cours de confucianisme obligatoires pour les jeunes Chinois qui résoudront le problème. Enfin, la haute idée que Lee entretient de son magistère risque de rendre la vie absolument impossible à son successeur, et de provoquer assez rapidement une crise entre eux. Le bloc de béton pourrait-il se fissurer?

7. Discours d'octobre 1969 dans Josey (1971), p. 537.

Les chemins de l'ouverture

La fin de la situation de quasi-parti unique que connut le PAP de 1968 à 1981 semblerait montrer que les fissures sont déjà là. Mais la marge de manoeuvre du pouvoir reste fort large, son appui populaire massif. Aucune rupture ni ouverture ne se dessinent dans un avenir prochain. Aussi en est-on réduit pour l'essentiel à conjecturer sur l'avenir à partir de simples potentialités. Le changement paraît pouvoir emprunter quatre voies, susceptibles d'entrer en synergie.

Une crise de pouvoir

La direction singapourienne semble redoutablement stable. Lee Kuan Yew a fêté au moment du bicentenaire de la Révolution française son trentième anniversaire à la tête du gouvernement - probablement un record de plus à l'actif de Singapour -, et il ne s'est résigné que ces dernières années à se séparer de ses plus proches collaborateurs de la première heure. À la différence de la plupart des autocrates, Lee a de plus soigneusement organisé sa relève. Dès le début des années 80, il pouvait présenter une «seconde équipe» de sept *younger ministers*, de 40 ans d'âge moyen, tous brillants esprits ayant déjà fait leurs preuves dans les diverses affectations de l'élite singapourienne. Au sein de l'Assemblée élue en 1988, seul Lee Kuan Yew lui-même représente la «vieille garde» de 1959.

Trois éléments (au moins!) pourraient troubler une succession aussi planifiée. L'un est déjà en place: Lee Hsien Loong, fils du premier ministre, alias «B.G.» (brigadier général) Lee. Voilà un homme de 38 ans, brillant diplômé de Cambridge comme son père, diplômé de Harvard, colonel et chef d'État-Major à 30 ans, général à 32 ans et numéro 2 de l'armée, prenant sa «retraite» à 33 ans pour devenir immédiatement député en 1984, diriger en 1985 le très important *Economic Committee*, et accéder en 1986 au ministère du Commerce et de l'Industrie, où il a loisir d'appliquer ses projets de libéralisation. Il est chargé en 1988 de la rédaction du manifeste électoral du parti. Nul ne nie ses capacités,

mais une ascension aussi rapide a déjà entraîné des accusations voilées de népotisme. En tout cas la sourde rivalité entre le vice-premier ministre Goh Chok Tong, désigné depuis longtemps par Lee lui-même comme son successeur, et la «seconde comète de 1986» est de toutes les conversations à Singapour depuis trois ans au moins. La présence quasi certaine aux côtés de Goh d'un Lee Hsien Loong plus jeune de dix ans, mais remarquablement capable et assurément ambitieux, qui jouera vraisemblablement la carte de la continuité, pourrait paradoxalement amener Goh à accentuer son côté «rénovateur», pour se démarquer d'un rival peut-être plus brillant et pour rallier la fraction modérée de l'opposition (il semblerait que son unique député, Chiam See Tong, ne demandait que cela). D'un autre côté, si Lee Junior l'emportait sur Goh, les murmures de mécontentement déjà insistants dans le PAP s'enfleraient probablement jusqu'à provoquer une scission majeure et, n'ayant pas le prestige de son père, Lee aurait sans doute à faire face à une opposition très renforcée.

Le second élément pouvant mener à une crise, c'est que Lee Kuan Yew n'entend aucunement laisser ses successeurs agir - et éventuellement se déchirer - à leur guise. Il a affirmé au cours de la campagne électorale de 1988 que «devrait aller consulter un psychiatre» quiconque penserait que, lui vivant, il pourrait s'abstenir de faire connaître et d'essayer de faire triompher ses points de vue. Lee a précisé que son poste de secrétaire général du PAP, auquel il n'entend pas renoncer, lui suffirait amplement pour cela. Et on spéculait depuis longtemps sur le fait qu'il pourrait aussi être le premier président de la République élu au suffrage universel et investi de pouvoirs renforcés, en particulier en matière de réserves monétaires et de désignation des hauts fonctionnaires. Dans l'hypothèse la plus probable, Goh aura à tenir compte de l'encombrant retraité. Il est évident que, devenu premier ministre, Goh ne pourrait sans abdiquer toute dignité, accepter de continuer à recevoir en public les jugements et «conseils» coutumiers à Lee Kuan Yew. À vrai dire, l'affrontement paraît presque inévitable, et son issue est incertaine.

Un troisième élément de crise, plus hypothétique, réside dans la composition même du PAP. Celui-ci présente depuis

longtemps un front lisse et manoeuvre au pas cadencé au moindre mot d'ordre de Lee. Cela ne doit pas faire oublier son caractère structurellement composite, qu'on ne peut cependant chiffrer, aucune statistique sur ses adhérents (et moins encore sur ses cadres) n'étant diffusée. Trois groupes bien distincts peuvent y être discernés. Les *China-educated*, issus de milieu populaire (salariés ou travailleurs indépendants), d'âge moyen assez élevé, de niveau d'éducation assez faible, et souvent syndicalistes, constituent le vivier d'origine et sont sans doute encore l'élément le plus nombreux. Or ils peuvent se sentir frustrés: la confédération NTUC a subi nombre d'avaries ces dernières années, et leur dernier représentant de poids au sein du gouvernement, le vétéran Ong Pang Boon, a été sèchement remercié. La direction du parti et de l'État est allée au second groupe, plus jeune, beaucoup plus éduqué, des *english-educated* de toutes ethnies (mais en majorité chinois), titulaires de positions sociales enviables. Un troisième groupe comprend les notables des minorités indienne et malaise sollicités par le pouvoir pour servir de «courroies de transmission» en direction de milieux pouvant se sentir tenus à l'écart.

Rien ne filtre de possibles divergences entre ces composantes. Le prestige de Lee Kuan Yew est sans doute suffisant pour les faire taire. Mais, en l'absence d'un dirigeant aussi universellement accepté, le premier groupe pourrait faire pression en faveur d'une ligne plus «populiste» et trouverait des leaders parmi ces membres de la «vieille garde», récemment écartés et maintenant critiques à l'égard de la politique suivie. On pense à Jek Yuen Thong, ancien ministre, à Devan Nair, ancien président du NTUC, puis de la République, et surtout à Toh Chin Chye, fondateur et ex-président du PAP. Le second groupe, qui se reconnaît parfaitement dans un Goh Chok Tong, appuierait probablement une ligne à la fois technocratique et plus libérale, tant économiquement que politiquement. Quant au troisième groupe, il pourrait se poser plus sérieusement en défenseur des divers intérêts ethniques minoritaires. Évidemment une scission au sommet du pouvoir faciliterait cette décantation...

Une victoire de l'opposition?

Autant dire tout de suite qu'une telle victoire n'est pas vraisemblable à court ou à moyen terme; les récentes élections ont confirmé la relative stagnation de l'opposition à un niveau plutôt médiocre. Elle n'a en effet, par elle-même, pas grand-chose pour attirer. Ramassis de nombreux petits partis dont les moins misérables sont à peine dignes de ce nom, elle se polarise aujourd'hui autour du *Singapore Democratic Party* (SDP) de Chiam See Tong, et surtout du *Worker's Party* (WP) de J.B. Jeyaretnam. Seul le WP possède une «masse critique» suffisante pour avoir un minimum de vie interne et pour attirer quelques-uns de ces jeunes *professionals* qui montent tant à Singapour. Le plus connu et le plus brillant de ceux-là est Francis Seow, ancien président de l'association des avocats, critique impavide du régime et ex-détenu politique (deux mois en 1987), mais accablé par le pouvoir sous les calomnies et les procès au point de s'être réfugié aux États-Unis en 1989.

Si une vraie opposition existait, elle serait peut-être déjà au pouvoir! Les 63,1% de Chiam à Potong Pasir en 1988, les 56,8% de Jeyaretnam à Anson en 1984, les 49,1% de F. Seow à Eunos au dernier scrutin le laissent supposer. Ces chiffres, renforcés par le fait qu'en 1984 seuls deux opposants aient perdu leur caution (pour avoir obtenu moins de 12,5% des voix) et par l'étonnant succès de candidats inconnus de partis fantômes (tel Lee Chin Teck du *Singapore United Front*, qui, sans faire campagne, obtint 31% des voix face au ministre Jayakumar (Choo, 1985, p. 78) dénotent bien un début de rejet du PAP.

Malgré une dramatisation entretenue par le pouvoir, la victoire du PAP, en 1988 comme en 1984, était si évidente que le SDP et le WP, pour ne pas parler des autres «partis», ont davantage bénéficié de votes hostiles au PAP, que de voix favorables à leurs programmes. Leur crédibilité est pour l'instant très faible, et une crise du parti au pouvoir est actuellement moins improbable que sa défaite électorale.

L'effet des pesanteurs sociologiques

De quel côté la société fait-elle pression aujourd'hui? En l'absence d'études électorales précises, et le politique n'étant pas directement déterminé par le «sociétal», il est délicat de se prononcer. Néanmoins, à l'aide des indications éparées qu'on peut recueillir à Singapour et par analogie avec d'autres pays, on peut considérer que, là comme ailleurs, les *nouvelles classes moyennes* de niveau de formation secondaire ou supérieure sont particulièrement sensibles aux revendications libérales: individualisation du mode de vie; volonté de choisir librement son éducation, ses lectures, ses loisirs, sa morale, sa façon de travailler; rejet des structures d'encadrement rigides; méfiance à l'égard du nationalisme et du militarisme; tolérance; toutes vertus fort mal représentées par Lee Kuan Yew!

Or, à ce point de vue, la tendance est nette. Les branches professionnelles où l'on trouve les nouvelles classes moyennes sont en accroissement rapide: en 1966, 7% de professions libérales, techniques et apparentées contre 11% en 1986; passage des emplois dans l'administration, la direction et la gestion de 1,9% à 5,9%; augmentation des emplois de bureau (dont certains sont modestes et peu qualifiés), de 12,3% à 15,8%. Si l'on totalise ces trois catégories, le bond en avant de la main-d'oeuvre est impressionnant: de 21,2% à 32,7% en vingt ans. Dans le même temps, l'agriculture disparaît presque (de 7,9% à 0,9%), et les ouvriers et manoeuvres, partis de 37,2%, passés en 1970 par un pic à 39,2%, baissent à 35,8% (Margolin, 1989, p. 295) - un chiffre à peine supérieur à celui des emplois du tertiaire moderne. Quant aux étudiants du supérieur, vivier des classes moyennes, ils explosent de 12 400 en 1968 à 41 000 en 1986 (Margolin, 1989, p. 194).

Entendons-nous: il n'y a *actuellement* aucun signe avant-coureur d'une «révolte» des classes moyennes, ou même des étudiants. Et la tendance idéologique la plus nette parmi ces couches fut, ces dernières années, la conversion à un protestantisme ultra-conservateur, dénué de toute conscience sociale, et dont les représentants soutiennent le pouvoir. Mais la rapide popularité de F.

Seow, le mécontentement des avocats ou l'échec presque total des mesures visant à encourager le mariage et la maternité chez les diplômées constituent de petits indices d'une *possible* radicalisation.

Il est plus délicat encore d'apprécier le rapport au pouvoir des Singapouriens les plus modestes - ouvriers pour la plupart. D'un côté, la hiérarchie des salaires, l'absence totale de possibilités d'expression et d'action syndicales libres, les dures conditions de travail (semaine de 44 heures, à laquelle s'ajoutent souvent de nombreuses heures supplémentaires) et l'élitisme manifeste des dirigeants ne peuvent qu'entraîner malaise et ressentiment. Effectivement la première circonscription gagnée par l'opposition actuelle, Anson, comptait une très forte proportion d'ouvriers du port. Les syndicats NTUC⁸ sont victimes d'un «vote avec les pieds»: l'effectif des syndiqués est passé de 25,1% en 1976 à 17% en 1985.

D'un autre côté, les travailleurs n'ont pas été laissés pour compte. Les salaires ont fortement progressé dans leur ensemble, du moins de 1979 à 1984 (augmentation réelle annuelle de 6 à 8%). Des logements décents et financièrement accessibles à la plupart ont permis la quasi-disparition des taudis surpeuplés et des squatters. Un excellent réseau d'autobus a été mis en place et, depuis 1987, la première ligne de métro fonctionne. Surtout peut-être les rêves d'ascension sociale et de réussite scolaire, si vivaces dans l'émigration chinoise, ont été partiellement satisfaits par l'explosion du secondaire et du supérieur, ainsi que par l'élévation rapide du niveau moyen de qualification des emplois. Cela, autant que la répression, le bourrage de crâne, l'encadrement multiforme et le maintien d'une révérence confucéenne pour le «détenteur du mandat du ciel», explique sans doute la quasi-absence de grèves et le maintien d'un vote PAP massif. Les ouvriers seraient cependant très sensibles à un nouveau retournement durable de la conjoncture économique, surtout si Lee Kuan Yew n'est plus là.

8. National Trade Union Congress, très lié au pouvoir.

La présence de nombreux travailleurs immigrés (10% à 20% de la main-d'oeuvre selon les périodes), particulièrement dans le bâtiment et aux postes non qualifiés de l'industrie, contribue à donner aux petits salariés singapouriens une mentalité d'aristocratie ouvrière. Ils peuvent abandonner aux non-citoyens les emplois les plus désagréables et les plus mal payés. Ils savent de plus, qu'en cas de crise, ils seront les derniers licenciés: les deux tiers des suppressions d'emplois en 1985-1986 ont touché des étrangers.

Les *Malais* sont sans doute la catégorie de la population qui manifeste la plus constante réserve, sinon de l'hostilité, à l'égard du régime. Quoique de savants découpages du territoire empêchent toute circonscription d'avoir une majorité malaise, c'est dans les secteurs où la principale minorité ethnique (15%), est la plus concentrée que les candidats d'opposition réalisent certains de leurs meilleurs scores. Les griefs sont nombreux. Arriération économique d'abord: concentration de tout petits fonctionnaires, de personnel de service et d'ouvriers non qualifiés dans les emplois mal payés. Faibles perspectives de promotion sociale: seuls 3% des étudiants de l'Université sont des Malais. Mais aussi discrimination *de facto* dans l'armée; faible représentation au gouvernement (un ministre sur seize), triomphe de l'anglais aux dépens du malais - pourtant en théorie seule langue nationale -; prosélytisme chrétien non dénué de quelque succès; et relations étroites avec Israël. Les Malais, qui malgré tout ont bénéficié eux aussi de la prospérité, sont aujourd'hui bien silencieux. Mais l'appui potentiel de Kuala Lumpur et de Jakarta pourrait, dans certaines circonstances, donner à leur contestation un poids disproportionné avec leur nombre.

Et les *jeunes*? Pour quelques années encore ils seront particulièrement nombreux (la chute de la natalité ne fut brutale qu'après 1973). Ils semblent aussi particulièrement dépolitisés et ne paraissent pas avoir voté en 1988 très différemment de leurs aînés. Néanmoins le grand succès des concerts pop, la fuite devant le mariage, l'attrait pour les modes américaines et pour la drogue dénotent là-bas aussi la présence d'une «classe adolescente», d'autant plus étendue que les études s'y prolongent de plus en plus. Son apathie actuelle ne signifie sans doute pas son adhésion aux

valeurs d'ordre moral et de respect des hiérarchies du régime: elle n'a connu qu'une relative prospérité qui lui paraît déjà naturelle. Un signe de cela: le «fléau» si souvent dénoncé du *job-hopping*. Au mépris de toute fidélité à l'entreprise, les jeunes travailleurs profitent du plein emploi pour «sauter» d'un travail à l'autre, en fonction de leurs humeurs et en cherchant le plus offrant. Une conséquence annexe en est une forte pression à la hausse sur les salaires.

Le risque de pressions extérieures

Singapour est une île ouverte sur le monde; or on ne peut s'ouvrir totalement aux marchandises et aux technologies tout en se fermant aux grands vents idéologiques et politiques. Surtout quand les deux tiers d'une population comprennent l'anglais...

Or l'environnement international de la cité-État lui envoie actuellement des messages contradictoires. Les pays du «premier cercle» - Malaysia, Indonésie - sont plutôt en train de durcir leurs aspects autoritaires. Mais, hormis pour les Malais de Singapour, leur attitude traditionnellement anti-chinoise agirait plutôt comme un repoussoir. Il en va bien sûr de même des pays de l'ancienne Indochine, pour le moins pas très démocratiques. Quant aux Philippines et à la Thaïlande, également membres de l'ASEAN, ils donnent l'image de pays certes plus libéraux et plus ouverts que Singapour mais où, en contrepartie, la corruption, la violence et l'inefficacité sont endémiques: Cory Aquino n'a pas su créer un modèle convaincant.

Cependant, les Chinois de la cité-État se sentent davantage proches de la Chine, de Hong Kong, de Taïwan et de la Corée du Sud, avec lesquels les échanges se développent à toute vitesse et des accords d'importation de main-d'oeuvre ont parfois été signés. Les mêmes traditions culturelles, le même goût pour le travail bien fait et l'efficacité sont de puissantes affinités. Or, dans ces trois pays, la pression démocratique est vive: manifestations étudiantes, grèves ouvrières, progrès de l'opposition à Séoul et à Taïpeh, troubles au sein du PC chinois comme du Kouomintang,

brusque surgissement d'une conscience politique à la suite des événements survenus à Pékin au printemps 1989. La démocratisation coréenne, obtenue sans que l'économie paraisse beaucoup en souffrir, devrait retirer de sa force à l'argument de Lee, selon lequel liberté et réussite sont largement contradictoires. Et, d'ores et déjà, après les manifestations monstres de Manille, de Séoul, de Rangoon, de Hong Kong et de Pékin, il lui est plus difficile de faire croire que les «valeurs asiatiques» s'accommoderaient mal des institutions politiques démocratiques venues d'Occident.

Il est hautement improbable que Lee Kuan Yew change jamais son style de gouvernement. Le PAP, après lui, saura-t-il lâcher du lest au bon moment, et éviter ainsi d'avoir à affronter un jour un mouvement populaire irrésistible? Mais les régimes autoritaires de longue durée savent rarement évoluer en douceur. Cela explique sans doute que Washington, voulant désormais éviter de devoir soutenir une dictature (comme ce fut le cas avec le Shah ou avec Somoza) ou de perdre son influence, ait déjà pris langue avec certains éléments d'une opposition après tout plus libérale que socialisante. Les contacts suivis entre F. Seow et un diplomate américain ont valu au premier sa détention administrative, au second son expulsion, et aux États-Unis de faire l'objet d'une campagne de critiques sans précédent. De telles réactions prouvent surtout l'inquiétude d'un pouvoir qui sent le risque d'un lâchage venant d'un soutien traditionnel.

La démocratie est encore loin...

Si l'ouverture sous Lee Kuan Yew paraît impossible, elle est loin d'être assurée avec son successeur. Comme, par ailleurs, la population est apathique, l'opposition plutôt inepte et l'économie solide, la démocratie, selon toute vraisemblance, est encore loin. Pourtant il paraît déjà clair que le temps jouera en faveur de ce régime. On observe en effet depuis 1981 un décrochement entre la courbe de la croissance économique, qui, lors des périodes électorales, continue à être élevée, et la courbe des votes en faveur du PAP, qui stagne ou baisse. À l'évidence, pour une partie crois-

sante (lentement!) de la population (les jeunes surtout?), le développement de la prospérité matérielle ne suffit plus. Le pouvoir le ressent, confusément: ainsi, début 1987, neuf comités spécialisés ont été formés parmi les députés pour mieux examiner les lois, et l'assemblée a vu accroître ses pouvoirs de contrôle sur l'administration. Mais l'autoritarisme est pour ce régime une seconde nature: dès la fin de la même année, sous prétexte d'efficacité, le temps de parole des députés, lors de la discussion budgétaire, était réduit d'une heure à 30 minutes, et devait porter obligatoirement sur un chapitre et un seul...

De l'expérience de Singapour se dégagent quelques conclusions de portée plus universelle. Tout d'abord, elle confirme une fois de plus, cette thèse aussi ancienne que banale: le poids extrême de certaines fortes personnalités, capables d'imposer leurs vues (celle de l'hérité de l'intelligence, dans le cas de Lee) au point que leur retrait, indispensable au changement, entraîne souvent le «grand chambardement», par une sorte de décompensation brutale de trop de rancœurs et de contradictions accumulées en silence. Lee se distingue cependant de la plupart des «grands hommes» par son refus de jouer la corde charismatique: ce n'est pas un bateleur de place publique à la Sukarno ou à la Peron, et son image ne s'étale pas sur les murs à la façon d'un Mao ou d'un Shah d'Iran. Se plaçant plutôt dans la lignée des grands ministres (Richelieu, Salazar, Metternich, Nehru), il se satisfait d'un magistère intellectuel, d'une dictature de la raison - doublée, il est vrai, de la marginalisation acharnée de toutes les voix discordantes. La durabilité de ce type de régime autoritaire, qui peut mieux que d'autres se parer de quelque apparence de démocratie, tend, comme l'indiquent les exemples cités, à être grande.

La longévité supérieure des régimes autoritaires «rationnels» tient sans doute aussi à un moindre laisser-aller au *clientélisme et à la corruption*. A *contrario*, malgré tout ce qu'on en a dit, ces traits paraissent constituer des *facteurs essentiels* dans la caractérisation d'un système politique. Certes, dans un premier temps, les réseaux de clientèle et le détournement des fonds publics peuvent faciliter une consolidation du pouvoir. Mais, ensuite, la pesanteur des hiérarchies parallèles entrave et déconsidère

immanquablement un régime. Même si la corruption est quasi générale dans un pays, l'inégalité des satisfactions à en espérer est telle qu'elle constitue une cause primordiale de frustration. Et il suffit que, quelque part dans l'horizon mental, existe le contre-modèle de l'«État-propre» (en Amérique, à l'âge d'or des premiers Califes, à Singapour, etc...), pour que le prestige de la couche dirigeante s'en trouve immanquablement sapé.

Singapour nous enseigne aussi qu'il faut *éviter le formalisme institutionnel*. Certes, les voies de la démocratisation différeront entre un régime présidentiel et un système parlementaire; l'exemple de l'URSS actuelle prouve que le plus théorique des droits, la moins légitime des assemblées peuvent redevenir des enjeux cruciaux dans certaines circonstances. Mais l'échec de la campagne brésilienne pour l'obtention d'élections présidentielles au suffrage direct n'a pas entravé la marche en avant de la démocratie. Et, à Singapour, la tenue scrupuleuse d'élections quadriennales, le mimétisme - à la perruque près - des normes westminstériennes n'empêchent pas l'étouffement des libertés élémentaires. Des institutions peuvent toujours être détournées dans un sens ou dans l'autre. La France du XXe siècle le montre abondamment: la Chambre des Députés du Front Populaire, élue en 1936, remit quatre ans plus tard les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain. La Constitution de la IVe République (1946-1958) fut beaucoup moins parlementariste que sa pratique. À l'inverse, celle de la Ve République n'accorda pas des pouvoirs si étendus au Président - mais il fallut la «cohabitation» gauche-droite de 1986-1988 pour que l'on s'en aperçoive... Les *circonstances* (rapport de force entre partis, existence ou non d'un «homme fort», guerres, etc.) comptent finalement plus que les textes. D'où l'importance de l'analyse historique.

Autre leçon à tirer du «cas Singapour»: *le consensus n'est pas en soi favorable à la démocratie*; il n'est pas systématiquement à rechercher. Il existe en effet deux types de consensus. L'un correspond à l'élaboration collective de valeurs et d'institutions, à la codécision, à la recherche de l'égalité. À ce consensus du citoyen s'oppose le consensus de la soumission, si prégnant dans la cité-État: laisser faire un pouvoir omniscient, accepter subordination et

mutilation des libertés. La *rupture* de ce consensus-étouffoir est sans doute le premier pas à faire sur le chemin de la démocratie, même si celui-ci risque d'être pavé de conflits et de soubresauts.

Singapour permet aussi d'affirmer qu'il n'existe *pas de corrélation nette entre développement économique et tendance à la démocratisation*. La cité-État connut une participation politique de masse lors des années 1950; elle n'en connaît plus aujourd'hui. La Thaïlande, beaucoup moins développée économiquement, a su depuis dix ans revenir à un système politique ouvert et tolérant. La Malaysia, en voie d'industrialisation rapide, tend plutôt depuis deux ou trois ans à s'éloigner du parlementarisme libéral hérité des Britanniques. En fait les *débuts* (qui peuvent durer des décennies...) d'une période de croissance rapide sont plutôt favorables au pouvoir en place, qui peut en quelque sorte «acheter» la reconnaissance et la confiance de la société. Ce n'est que bien plus tard que la consolidation d'une classe moyenne spontanément libérale et d'une classe ouvrière consciente d'elle-même peut renverser la vapeur au profit des idéaux libéraux et démocratiques. Singapour n'en est pas encore tout à fait là.

On remarquera enfin *la grande capacité d'isolement politique et culturel d'un petit pays, ultra-ouvert économiquement*. «Branchés» au coeur des flux mondiaux du capitalisme, les Singapouriens ont néanmoins une mentalité par certains aspects étonnamment provincialiste et fermée. Ils acceptent volontiers d'être guidés dans leurs idées et leur mode de vie comme peu de peuples y consentiraient. Cette attitude témoigne de la force soutenue des États et de la prégnance des formations politico-idéologiques nationales maintenue même dans un contexte de marché universel et instantané.

Des années 1930 aux années 1950, l'*habitus* politique singapourien fut plutôt caractérisé, par une extrême volatilité. En cas - probable - d'évolution à moyen terme du régime, un retour à ce stade n'est pas exclu. La société singapourienne saura-t-elle, surmontant son passé, ajouter un jour à sa maturité économique une réelle maturité démocratique?

Bibliographie

- BELLOWS, Thomas J., *The People's Action Party of Singapore: Emergence of a Dominant Party System*, Yale University Press, 1970.
- BUCHANAN, Iain, *Singapore in Southeast Asia*, Londres, Bell and Sons, 1972.
- CHAN, Heng Chee, *Singapore: the politics of survival 1965-1967*, Oxford University Press, 1971.
- CHAN, Heng Chee, *The Dynamics of One-Party Dominance - The PAP at the Grass-Roots*, Singapore University Press, 1976.
- CHOO, Carolyn, *Singapore — the PAP and the Problem of Political Succession*, Petaling, Jaya, 1985.
- CLAMMER, John, *Singapore: Ideology - Society - Culture*, Singapour, Chopmen, 1983.
- DRYSDALE, John, *Singapore - Struggle for Success*, Singapour, Times Books, 1984.
- GEORGE, T.J.S., *Lee Kuan Yew's Singapore*, Londres, André Deutsch, 1973.
- JOSEY, Alex, *Lee Kuan Yew*, vol. I, Singapour, Donald Moore, 1971, et vol. II, Singapour, Times Books, 1980.
- MARGOLIN, Jean-Louis, «Singapour: bureaucratie, confucianisme, libéralisme», dans R. Lew et F. Thiery (Eds), *Bureaucraties chinoises*, Paris, L'Harmattan, 1986, pp. 151-181.
- MARGOLIN, Jean-Louis, *Singapour 1959-1987 — Genèse d'un nouveau pays industriel*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- MINCHIN, James, *No Man is an Island — A Study of Singapore's Lee Kuan Yew*, Sydney, Allen and Unwin, 1986.
- PANG, Chen Lian, *Singapore's PAP: its History, Organization and Leadership*, Oxford University Press, 1971.
- TURNBULL, C. Mary, *A History of Singapore 1819-1975*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1977.

Périodiques

Country Report (Economist Intelligence Unit), Londres, The Economist (trimestriel).

Far Eastern Economic Review, Hong Kong (hebdomadaire, depuis 1946).